

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Le démontage industriel

Les grèves ne sont pas fréquentes en Suisse, pays où on célèbre la paix du travail. Pourtant, à Reconvilier, c'est la deuxième grève en un peu plus d'une année alors que l'entreprise n'avait jamais connu pareil événement au cours de ses cent cinquante ans d'histoire. Qu'est ce qui a pu ainsi «piquer» les ouvriers de l'usine de la Boillat?

L'annonce de la décision des dirigeants de *Swissmetal* de fermer la fonderie de l'usine du Jura bernois, en rupture avec l'accord de l'année dernière, a mis le feu aux poudres. Cette fermeture implique à moyen terme une remise en cause de l'ensemble du site du production, alors que l'entreprise, après quelques années difficiles, dégage des bénéfices et dispose d'un appareil de production parmi les plus modernes d'Europe. La Boillat produit des alliages de haute précision utilisés dans de nombreux secteurs industriels et qui font sa réputation bien au-delà de nos frontières. Au-delà de la remise en cause des places de travail, c'est tout un tissu industriel à haute valeur ajoutée qui est menacé!

De telles mesures aberrantes de démantèlement sont les résultats de quelques managers «hors-sol», sans aucun savoir-faire industriel, experts en restructuration, qui ne savent pas tenir compte des réalités du terrain et n'ont que les résultats financiers en tête. Martin Hellweg, le directeur de *Swissmetal*, n'en est pas à son premier coup. Il a déjà été un des artisans de la restructuration des Céramiques de Laufon, revendues après son passage à un groupe espagnol.

Les dirigeants et leurs décisions font l'unanimité contre eux: des ouvriers jusqu'à l'ensemble des partis politiques, en passant par les cadres et les industriels de la région. La grève était la seule manière d'essayer de faire entendre raison à quelques dirigeants bornés, arrogants et méprisants.

Réd.



DOSSIER

Grande distribution: les employées passent à la caisse

Au cours des récentes années, le commerce de détail a connu un formidable processus de concentration, avec l'apparition de géants de la grande distribution (Wal Mart, Lidl, Aldi, Carrefour, Tesco), qui dominent largement les marchés nationaux. Cet essor s'est fait sur le dos de leurs employé-e-s, par la précarisation des conditions de travail, et des petits détaillants, incapables de soutenir la concurrence.

Comme le soulignent certains syndicats, ces changements dépassent le seul cadre de cette branche économique, mais illustrent la diffusion et la généralisation des pratiques capitalistes les plus brutales de ces nouveaux géants. Il n'est dès lors pas exagéré de redouter ce que certains ont appelé la «walmartisation» du marché du travail. Avec l'arrivée en Suisse des «hard discounters» allemands, Lidl et Aldi, c'est l'occasion de revenir plus en détails sur un secteur économique à l'avant-garde des nouvelles formes d'exploitation capitaliste, en abordant notamment les expériences dans d'autres pays, la situation suisse et les réponses syndicales aux pressions des grands distributeurs.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Syndicalisme
Directive
Bolkestein:
le retour?

Page 4

International
Elections en Israël:
les enjeux socio-
économiques
sous la loupe.

Page 11

Humour
Elections commu-
nales lausannoises:
souriez, vous êtes
filmés!

Page 15

L'UDC et l'interdiction de conduire...

La 5^{ème} révision de l'AI est actuellement débattue par la commission du Conseil national, qui tente, non sans difficulté, de mettre sur pied des instruments qui permettront à ce régime de protection sociale d'améliorer son fonctionnement et d'assainir ses finances. Au-delà des innombrables propositions – en principe sérieuses! –, il en est une qui a permis, une fois de plus, de découvrir le vrai visage de certains acteurs politiques. Des masques tombent, notamment ceux du mensonge, de la provocation, voire du cynisme, des élus UDC. Après les vieux dans l'AVS (réduction des prestations) et dans la LAMal (primes en fonction de l'âge) ou les chômeurs (qui abusent), voilà que l'UDC s'attaque à ceux qui font valoir leur droit à l'assurance-invalidité (et qui abusent aussi!). Simple continuité certes, mais quand la manœuvre sombre dans le ridicule, on ne peut la tenir enfermée dans les salles du Parlement.

Ainsi, la délégation UDC a défendu une proposition demandant «d'interdire aux bénéficiaires de prestations de l'AI la conduite de tout véhicule soumis à l'immatriculation». Le but avoué: assurer la sécurité routière... La réalité, non-dite: réduire par tous les moyens «l'attractivité» de l'AI et faire de cette mesure un outil de chasse aux abus. Passer par le permis de conduire pour désinciter ou empêcher l'accès à l'assurance-invalidité est autant pernicieux que peu sérieux, en regard de la gravité des situations personnelles et de la complexité de l'évolution du phénomène de l'invalidité, psychique par

exemple. Ce type de proposition exaspère les tensions et génère un climat délétère. L'UDC sévit par le mépris. Un mépris lâche, qui nie le contexte dans lequel tentent de se mouvoir des personnes de plus en plus frappées par des atteintes à leur santé et par l'exclusion.

Or, dans ce débat, force est de rappeler que l'AI subit de plein fouet les pratiques d'exclusion de l'économie. Une économie qui rend de plus en plus souvent malade, mais qui, toujours pour l'UDC, n'a pas à contribuer davantage au financement de l'AI. Mais aussi une transformation des modes de vie qui exacerbe les maladies psychiques. Il s'avère donc particulièrement cynique de formuler de telles propositions visant une catégorie particulière de la population, sachant qu'une telle démarche ne résoudra ni l'efficacité du régime, ni les problèmes de financement. C'est pourtant là qu'il faut agir, ce que ne veut justement pas faire l'UDC.

Ces actions «punitives» s'inscrivent clairement contre l'intérêt général et contre la cohésion sociale de ce pays. Après les chauffeurs âgés sur-taxés par les assurances RC, voici les chauffeurs invalides, devenus aux yeux de l'UDC des chauffards dangereux. Ils apprécieront... Quant au débat politique, il perd une fois encore en crédibilité. C'est navrant. Et là, les plus dangereux ne sont pas les chauffeurs invalides, mais les représentants de l'extrême-droite!

Stéphane Rossini
Conseiller national

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 49.–
Abonnement de soutien: Fr. 130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-ur-s): Fr. 29.–

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), André Mach (AM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Salima Moyard (SM), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Géraldine Savary (GS), Mathias Schaefer (MS), Jean Tschopp (JT), Christian Vulllioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Carole-Anne Kast, Lionel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Claude Vaucher, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Yves Steiner.

Webmaster:

Kevin Luximon.

Responsable promotion:

Gérard Duvoisin.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vulllioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Le démontage industriel
- 2 L'UDC et l'interdiction de conduire...
- 3 Démocratisation des études: l'inadmissible recul
- 4 Le Parlement européen débat de la directive Bolkestein
- 5 à 10 Dossier: *Grande distribution: les employées passent à la caisse*
- 11 Israël: la pauvreté en arrière-plan
- 12 Un esprit sain dans des comptes sains?
- 13 Attaques en règle contre l'Aide sociale
- 14 *Attac* sur le service public
- 15 Page de droite – Humeur
- 16 La dernière – Agenda



Démocratisation des études: l'inadmissible recul

L'Office Fédéral de la Statistique (OFS), en collaboration avec l'Union des Etudiant-e-s de Suisses (UNES), s'est attelé à la tâche et vient de faire connaître ses premières conclusions, guère réjouissantes, sur la situation sociale des étudiant-e-s en Suisse.

TU SERAS UNIVERSITAIRE, MON FILS

Premier constat navrant, l'origine socio-culturelle des parents influe plus qu'il y a trente ans sur l'accès aux études de troisième cycle, particulièrement sur l'accès aux études universitaires. Une précédente enquête de l'OFS rappelait déjà que l'origine socio-culturelle de l'enfant influe sur ses chances de réussite en Suisse plus que partout ailleurs dans les pays membres de l'OCDE. La situation dans les hautes écoles le confirme: alors que 11% de la population des 45-64 ans a un titre universitaire, ils sont 42% parmi les parents d'étudiant-e-s des universités. Ces chiffres sont graves mais le plus grave, c'est que la situation s'est détériorée en trente ans. Une précédente enquête, de 1973, indiquait que 20% des étudiant-e-s fréquentant une haute école universitaire avaient des parents n'ayant pas dépassé l'école obligatoire, ils ne sont plus que 9% aujourd'hui (*Le Temps*, 18.01.06)! Malheureusement, cet inadmissible recul n'est pas prêt d'être enrayeré car ni les conditions d'études, ni le soutien public n'est en passe de s'améliorer...

LA RÉALITÉ DES ÉTUDES À TEMPS PARTIEL

Dans le budget de l'étudiant-e, près de 40% de ses ressources proviennent d'une activité rémunérée, qu'il ou elle exerce pendant ses études. Cela fait des années que les organisations étudiantes avertissent les autorités de cette réalité, des années pendant lesquelles ces autorités ont minimisé cette réalité en se bornant à considérer ces activités comme un simple argent de poche accessoire.

Charles Kleiber, le secrétaire d'Etat à l'Education, peut toujours claironner dans la presse que «*Le cursus européen de Bologne constitue un anti-petits boulots par excellence* [par la densification des cursus, notamment, ndr] et s'inquiéter de la situation sociale des étudiant-e-s. Il ne se trouve personne, même pas l'UNES, pour lui rappeler qu'il porte la responsabilité d'avoir plongé les universités suisses dans cette réforme sans aucune consultation démocratique. La Suisse est le pays européen le plus avancé dans l'application de Bologne, dont Kleiber vient enfin de se rendre compte qu'elle est incompatible avec les études à temps partiel. Que vont faire les 77% d'étudiant-e-s qui comptent sur une activité rémunérée lorsque les nouveaux cursus bologno-compatibles seront appliqués?

LES POUVOIRS PUBLICS VONT-ILS RENONCER?

La larme à l'œil et l'espoir aux lèvres, pouvons-nous compter sur la bienveillante intervention étatique pour terrasser les inégalités sociales? Loin de là... dans une précédente étude (OFS, CIBE), l'OFS rappelait qu'alors que le nombre d'étudiant-e-s augmente, les sommes investies dans les bourses d'études régressent. Un espoir a semblé poindre lorsque la Confédération a proposé de se doter de compétences renforcées en matière de formation pour, notamment, adapter les pratiques en termes de bourses d'études. L'illusion a fait long feu. Le Conseil fédéral, contre l'avis de la quasi totalité des cantons et de toutes les associations concernées, vient de vider le projet de loi de tout contenu, ne précisant même pas à combien

doit s'élever une bourse minimale. Ce revirement est éclairant quant au genre de compétences dont veut se doter la Confédération en matière de formation: agir pour accroître la compétitivité du marché (pardon, l'espace...) de la formation suisse, d'accord, mais agir pour permettre l'accès aux études supérieures à tou-te-s, non merci!

Et rien ne sert de se tourner du côté des cantons, Vaud vient de le prouver. Sur fond d'une inadmissible «traque aux abus» très à la mode à gauche comme à droite, le Département de la Formation et de la Jeunesse entend diminuer de 14% le nombre de bénéficiaires de bourses d'études. Il veut adjoindre des critères restrictifs – première formation et indépendance financière – sans autre motivation que de tenir sa précieuse enveloppe budgétaire. Quel manque de courage politique au moment où les 18-25 ans connaissent une précarisation croissante!

QUELLES HAUTES ÉCOLES VOULONS-NOUS?

La direction prise ces dernières années est claire: la Suisse a décidé de se doter de «pôles de compétence» compétitifs sur la scène internationale en privilégiant les domaines porteurs commercialement et médiatique-ment. Finie, la vision d'une Université forgeant l'esprit critique de l'étudiant-e! Dans cette optique commercialisante, la démocratisation des études n'est pas une priorité puisque ces dernières ne visent plus à transmettre une connaissance au plus grand nombre possible mais se contentent de fournir à la société une élite qui fonctionne en vase clos. Le pire, c'est que cela se fait avec la passivité coupable, ou la résistance molle, des étudiant-e-s eux-mêmes! «*Boutonneux et militants pour une société meilleure dont ils seraient les dirigeants, où ils pourraient faire leur beurre, voici le flot des étudiants propres sur eux et non violents*» chante Renaud...

Julien Wicki



Le Parlement européen débat de la directive Bolkestein

L'avenir des droits des travailleurs en Europe se jouera lors des prochains débats au Parlement européen.

On l'avait cru enterrée l'année dernière; et pourtant, la «directive Bolkestein» a resurgi du labyrinthe de la politique européenne. Elle sera débattue au Parlement européen à partir de mi-février. La Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une grande manifestation à Bruxelles le 14 février contre le projet de directive.

REMISE EN CAUSE DES LOIS NATIONALES

Début 2004, le commissaire européen Fritz Bolkestein, libéral néerlandais, présente la directive sur les services. Elle représente l'attaque la plus radicale contre les droits des travailleuses en Europe, en favorisant explicitement au niveau du droit européen les pratiques de *dumping*

salarial et des conditions de travail, au nom de la réalisation du marché intérieur européen!

L'objectif de la directive est d'ouvrir l'ensemble des services à la concurrence, en s'appuyant sur le *principe du pays d'origine*, qui veut que les entreprises qui effectuent des prestations en dehors de leur pays de provenance ne sont pas tenues de respecter les réglementations et législations du pays où elles réalisent leurs travaux, mais celles de leur pays d'origine. Selon les termes de la Commission européenne: «Le principe du pays d'origine permet, par conséquent, aux opérateurs de fournir des services dans un ou plusieurs autres Etats membres sans être soumis aux règles de ces Etats membres. (...) Ce principe signifie également que l'Etat membre d'origine est chargé de la surveillance effective du prestataire de service établi sur son territoire, même s'il fournit des services dans d'autres Etats membres.»

En d'autres termes, avec ce genre de principe, les risques de nivellement par le bas de toutes les législations nationales, sont bien réels. Cela inciterait également les entreprises à se délocaliser dans les Etats-membres où les législations en matière de protection des travailleurs ou de l'environnement sont les plus faibles.

L'EXEMPLE VAXHOLM

Le conflit de travail de Vaxholm, opposant les syndicats suédois et une entreprise lettone depuis l'automne 2004, est très révélateur des risques de la directive. L'entreprise de construction lettone *Laval and Partneri* (L&P) avait fait venir ses employés de Lettonie et les faisait travailler avec des salaires lettons (2'400 francs par mois) alors que le salaire de la convention du bâtiment suédoise prévoyait pour le même travail 3'800 francs par mois. L&P, dont les employés sont membres du syndicat letton du bâtiment, et qui a signé une convention collective dans

son pays d'origine, estimait qu'elle était en droit de payer ses employés selon cette convention (voir *Pages de Gauche*, No 30, janvier 2005).

En cas d'adoption de la directive Bolkestein, une telle situation donnerait raison à l'entreprise lettone et empêcherait les syndicats suédois de faire respecter leurs conventions collectives dans leur pays.

LA DIRECTIVE EST MAINTENUE

En 2005, suite à de nombreuses manifestations et au refus français et néerlandais de la nouvelle Constitution européenne, la directive Bolkestein semblait définitivement abandonnée, ou, en tout cas, n'avoir plus aucune chance d'être adoptée telle que présentée par le commissaire néerlandais. En effet, des propositions de modification substantielle de la directive sont formulées par des membres du Parlement européen. Cependant, ces propositions d'amendement n'ont pas été prises en considération par la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement (voir encadré).

Alors qu'une partie de la gauche exige un retrait pur et simple de la directive, la CES demande des modifications en profondeur. Les principales revendications de la CES sont les suivantes: suppression du principe du pays d'origine, exclusion de la portée de la directive du droit du travail et des négociations collectives, exclusion du champ d'application de la directive des services d'intérêt général.

Un signe encourageant a été donné récemment par le Parlement européen, qui a refusé à une très large majorité la directive sur les services portuaires, basée sur le même principe du «pays d'origine» (*L'Événement syndical*, 25.1.2006). Espérons que le Parlement européen sera aussi bien inspiré lors du débat sur la directive Bolkestein.

André Mach

BRÈVE CHRONOLOGIE

13 JANVIER 2004:

La Commission européenne publie son projet de directive sur les services dans le marché intérieur.

JUIN 2004:

Le Comité exécutif de la CES durcit son opposition à la directive Bolkestein tandis qu'un nombre croissant d'informations communiquées par ses affiliés nationaux illustre l'impact potentiellement négatif de certains éléments.

NOVEMBRE 2004:

Lors de l'audience publique de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement européen, la CES attire l'attention des parlementaires sur la nécessité d'apporter des amendements fondamentaux au projet.

NOVEMBRE 2004:

La CES et le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique) publient une déclaration conjointe, appelant à adopter une approche plus équilibrée en matière de protection des services publics et de la protection sociale.

MARS 2005:

Grosse manifestation de 75'000 personnes dans les rues de Bruxelles contre le projet de directive.

AVRIL 2005:

La députée européenne Evelyne Gebhardt, SPD allemand, présente son rapport sur le projet à la commission IMCO du Parlement européen, en proposant des modifications importantes de la directive.

MAI 2005:

La commission «Emploi» du Parlement européen adopte des amendements importants, y compris le retrait du principe du pays d'origine.

NOVEMBRE 2005:

La Commission IMCO ne tient pas compte des changements importants apportés au projet par la commission «Emploi».

AM

DOSSIER: GRANDE DISTRIBUTION: LES EMPLOYÉES PASSENT À LA CAISSE

Grande distribution et nouvelle exploitation capitaliste

L'arrivée des *hard discounters* allemands, Lidl et Aldi, en Suisse est l'occasion de revenir plus en détail sur l'essor de ces géants de la grande distribution. L'apparition de ces mastodontes, que ce soit Wal-Mart aux Etats-Unis et sur l'ensemble de la planète, Lidl et Aldi en Allemagne, Carrefour en France ou Tesco en Angleterre, qui dominent très largement le secteur du commerce de détail de leur pays, est révélatrice de la concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques grandes entreprises, dictant leur loi aux autres acteurs économiques. Ils incarnent les pratiques capitalistes les plus brutales, en imposant des baisses de salaires, une remise en cause des droits des employés, en faisant disparaître la concurrence des petits commerçants, et en mettant sous pression leurs fournisseurs pour qu'ils baissent leurs prix, quitte à délocaliser leur production dans les pays à bas salaires.

Le réseau international des syndicats (*Union Network International*) a récemment consacré un dossier spécial sur la «walmartisation» du marché du travail. En 2005, «Aldisierung» a été consacré mot de l'année en Suisse allemande, soulignant ainsi la diffusion en Suisse des pratiques des grands distributeurs d'outre-Rhin. Loin de se limiter à quelques cas isolés,

l'exemple des géants de la grande distribution tend à se généraliser dans l'ensemble de l'économie.

UNE BAISSÉ DES PRIX QUI PROFITE À QUI?

L'argument le plus fréquemment utilisé pour défendre ces grands magasins est celui des bas prix. En effet, quoi de mieux que de pouvoir accéder à une palette de produits quasi infinie pour des sommes dérisoires? D'accord, mais c'est de la poudre aux yeux! Cet argument du «bon marché» n'est rien d'autre qu'un leurre, et c'est précisément par la démonstration de son caractère fallacieux qu'il faut commencer.

La baisse des prix des produits a un coût, et pas des moindres, celle-ci se faisant en grande partie aux dépens des employé-e-s. Les frais de main-d'œuvre sont réduits au strict minimum, parfois même bien en-dessous vraisemblablement... Salaires de misère, emplois peu qualifiés, surcharge de travail, licenciements importants, pressions directes et indirectes (minima à atteindre, *mobbing*, harcèlement moral) ne sont qu'un échantillon des diverses «stratégies» utilisées. Le but: faire du personnel une masse informe dont on peut modeler et comprimer le coût selon les besoins du capital tout-puissant...

L'aberration du «produit à bon marché» éclate au



grand jour lorsque l'on songe simplement aux autres «produits» de ces entreprises. On parle là des chômeur-se-s, des rentier-ère-s AI ou encore des salarié-e-s en congé-maladie, qui se comptent par milliers au vu des conditions de travail déplorables subies. Une fois pressés jusqu'à l'os sur leur lieu de travail, ils seront pris en charge par les collectivités publiques. Tout ça au nom des consommateurs, qui ne sont rien d'autre que les salarié-e-s de ces entreprises ou de leurs fournisseurs!

LA CONSOMMATION À TOUT PRIX!

Enfin, ces géants de la grande distribution incarnent à la perfection un nouveau mode de vie, axé sur la consommation à tout va. On trouve les produits les plus variés dans des rayons distants à peine de quelques mètres, avec des tas de promo-

tions du style «3 pour 2»... Et ce n'est pas tout. Le centre commercial est une ville à part entière: on peut y faire ses courses, aller chez le coiffeur, se payer un café, retirer de l'argent à la banque, réserver ses prochaines vacances d'été... Tout en un! On n'est pas loin du fantasme idéologique: vivre là où l'on consomme, car vivre c'est consommer. Toutes et tous ensemble, les mêmes produits. C'est cela que représente la grande distribution: un monde où les besoins du marché définissent les besoins des individus en leur imposant des modèles de consommation. Un monde où les travailleur-se-s ne sont qu'une colonne du rapport «pertes et profits» de fin d'année. Bref, une forme nouvelle d'exploitation capitaliste, brutale et dévastatrice.

Maurizio Colella et André Mach

Wal-Mart: nouveau géant de la grande distribution
Le commerce de détail à la sauce US.

6

Germinal: version XXIE
Des conditions de travail proches de l'esclavage.

7

De sombres présages
Lidl et Aldi débarquent en Suisse: dans quel contexte?

8

Des impacts lourds en périphérie
Les supermarchés menacent la qualité de vie et l'environnement.

9

Quelles réponses syndicales face aux pressions des grands distributeurs?
Entretien et éclairages.

10

DOSSIER: GRANDE DISTRIBUTION: LES EMPLOYÉES PASSENT À LA CAISSE

Wal-Mart: nouveau géant de la grande distribution

Wal-Mart est devenue la plus grande entreprise du monde. Elle est aujourd'hui l'incarnation des pratiques capitalistes les plus brutales.

Fondée en 1962 par Sam Walton dans l'Etat de l'Arkansas, Wal-Mart est devenue en moins de quarante ans la plus grande entreprise au monde, avec un chiffre d'affaires de 310 milliards de dollars en 2005, 1,7 millions d'employés à travers le monde et des succursales dans plus de vingt pays. En 2005, elle a dégagé plus de 10 milliards de dollars de bénéfices. Les quatre fils du fondateur du géant de l'Arkansas figurent parmi les dix plus grosses fortunes de la planète.

Cette *success story* à l'américaine s'est largement faite sur le dos de ses employés, mais aussi de ses concurrents, de ses fournisseurs et des conditions de travail.

UN ESSOR PAR LA FORCE

Wal-Mart est réputée pour sa politique anti-syndicale et les bas salaires de ses employés. Pour ses «associés», comme les nomme la direction de l'entreprise, dont deux tiers sont des femmes, les conditions de travail sont déplorables. Aux Etats-Unis, les salaires de Wal-Mart sont 30% inférieurs à la moyenne du secteur du commerce de détail.

De très nombreux employés de la multinationale amé-

ricaine sont dépendants de l'assistance sociale en raison des salaires misérables versés par l'entreprise. Selon un rapport du Congrès américain, un super-marché Wal-Mart de 200 employés coûterait environ 420'000 dollars par année aux collectivités publiques (plus de 2'000 dollars par employé), en dépenses d'assistance sociale (aides au logement, prise en charge médicale, exonérations fiscales au bénéfice des familles modestes notamment). Consciente de ses salaires de misère, l'entreprise n'hésite pas à informer ses employés sur les possibilités de recourir à l'aide sociale pour compléter leur revenu.

La multinationale s'oppose à la présence de toute organisation syndicale en son sein. Dès qu'une amorce d'action collective prend forme, elle n'hésite pas à fermer sa succursale (comme cela a été récemment le cas au Canada), ou à licencier les employés. En 2002, lorsque Wal-Mart annonce qu'elle va s'implanter en Californie, ses concurrents décident de baisser les salaires et les garanties sociales de leurs employés; s'ensuit une grève des 70'000 employés qui refusent les ajustements vers le bas de leur situation salariale. Après un conflit de cinq mois, les syndicats doivent

finalement céder sur leurs principales revendications.

LES EMPLOYÉS NE SONT PAS LES SEULES VICTIMES

Quand Wal-Mart s'installe, les petits commerces sont menacés: partout où des succursales ont été ouvertes, le nombre de petits commerçants, qui n'arrivent pas à régater avec les prix de la multinationale, a diminué drastiquement.

Lorsque Wal-Mart décide de s'implanter dans une région, elle n'hésite pas à imposer ses conditions à la collectivité publique locale pour qu'elle lui fournisse les meilleures conditions. Si ce n'est pas le cas, la multinationale s'installe alors dans la localité voisine.

Toutefois, cette arrogance du plus puissant se heurte parfois à la résistance des communautés locales. Ainsi, *Le Monde Diplomatique* de janvier dernier évoque différents exemples où l'implantation de la multinationale dans certaines régions des Etats-Unis s'est heurtée à l'opposition des citoyens de certains comtés, où la démocratie directe est très développée. Plusieurs votations locales se sont ainsi soldées par des échecs cuisants pour le géant de l'Arkansas après d'intenses campagnes référendaires.

Une autre caractéristique de Wal-Mart est d'exercer de très fortes pressions sur ses fournisseurs pour qu'ils baissent leurs prix, en leur imposant parfois de délocaliser leur production dans des pays à bas salaires. Ainsi, la multinationale américaine importe une grande partie de ses produits manufacturés de Chine. Si Wal-Mart était un pays, elle serait le huitième partenaire commercial de la Chine! Même les syndicats chinois se plaignent des pressions exercées par Wal-Mart sur ses fournisseurs.

UNE LOGIQUE ÉCONOMIQUE DÉVASTATRICE

Si ce type de comportement des entreprises restait isolé, le problème ne serait pas encore trop sérieux. Cependant, comme le souligne un récent rapport du réseau international des syndicats (*Union Network International*, UNI) sur la «walmartisation» du monde, les pratiques du géant américain semblent au contraire se généraliser, ses concurrents n'hésitant pas à s'aligner sur les pratiques du géant de l'Arkansas.

Comme le souligne le rapport de l'UNI, le «modèle Wal-Mart» risque d'incarner la voie à suivre d'un système économique transnational de production, distribution et d'emploi (sous-traitance sur l'ensemble de la planète, bas salaires, mauvaises conditions de travail), où le seul critère réside dans la baisse des coûts à n'importe quel prix, sans prise en compte des conséquences sociales et environnementales.

De la même manière que General Motors, avec la généralisation de la production de masse et de la progression des salaires des ouvriers pour qu'ils achètent des voitures, représentait l'archétype de la grande entreprise de l'époque industrielle du début du 20^e siècle, Wal-Mart pourrait bien représenter le modèle de l'économie de services peu qualifiés du 21^e siècle. Ce sont cette fois les «géants» de la grande distribution qui font la loi en remettant en cause les droits des employés et en imposant leurs conditions aux fournisseurs.

André Mach

Parmi les très nombreux sites internet consacrés à Wal-Mart:
<http://www.union-network.org/unisite/sectors/commerce>



DOSSIER: GRANDE DISTRIBUTION: LES EMPLOYÉES PASSENT À LA CAISSE

Germinal: version XXIe

Les offres à bas prix du très puissant géant allemand Lidl dissimulent des conditions de travail qui ôtent à leurs employé-e-s leur dignité.

«Cette campagne du Syndicat Ver.Di n'est que pure discrimination et diffamation. Nous sommes le numéro un! au nom de quoi Ver.Di peut-il nous critiquer!?» Voilà la réponse des dirigeants de Lidl à la parution du *Livre noir* édité par le Syndicat allemand des services Ver.Di. «Parce que nous avons créé 20'000 postes en Allemagne en trois ans, personne ne peut nous reprocher quoi que ce soit!», c'est en substance l'argumentation du grand distributeur allemand.

STRATÉGIE D'EXPANSION

Branche *hard discount* du très puissant groupe de grande distribution Schwarz, Lidl totalise 6'000 magasins en Europe, dont environ 2'500 en Allemagne et 1'100 en France. Si le groupe Schwarz avait jusqu'ici toujours pris soin de ne pas communiquer ses résultats financiers, il a rompu récemment la glace. En 2004, le chiffre d'affaires de Lidl a pratiquement doublé (44%) par rapport à trois ans auparavant, atteignant les 36 milliards d'euros. Actuellement, la stratégie d'expansion de Lidl se focalise sur les Etats-Unis et le Canada.

SYSTÈME LIDL

Pour Agnès Schreieder, responsable fédérale de Ver.Di, Lidl manque pourtant terriblement d'employés, ce qui explique les conditions de travail dignes d'un roman de Zola. Basée sur les témoignages anonymes ou non de plusieurs centaines d'employé-e-s, majoritairement des femmes, de 250 magasins, pilotée par deux anciens collaborateurs du *hard discounter*, l'étude de Ver.Di traduite en anglais en décembre 2005 sous le titre de *Livre noir de Lidl*, est arrivée comme un cadeau encombrant dans les bras du *discounter* allemand. Débutée à 6 heures par deux heures de travail non rémunérées sous couvert de

«mise en route», la journée de travail dépasse régulièrement le tour d'horloge et se déroule sans pause. L'image sexy des jolies employées bien dans leur corps, bien dans leurs têtes, diffusée par le géant allemand semble bien loin. Passer les commandes, nettoyer le magasin, tenir la caisse, stocker la marchandise, remplir les rayons: les travailleur-euse-s font tout pour des salaires de misère. Lidl veille en particulier à détenir, parmi ses employé-e-s, des jeunes sans expérience, afin de maintenir la grille des salaires la plus basse possible.

BIG BROTHER

Les contrôles sont constants, les caissier-ère-s doivent traiter 40 articles par minute, sans

quoi ils-elles reçoivent un avertissement. Une fois par semaine, le chef de filiale inspecte les casiers des employé-e-s. Lidl dénie à ses collaborateurs le droit d'aller aux toilettes et les pauses ne peuvent être prises à des moments fixes. Des vigiles fouillent régulièrement les voitures et les sacs des employé-e-s. Au premier écart, les chefs de vente font pleuvoir des menaces sur les salarié-e-s: «Vous n'êtes même pas capables de passer des commandes! vous voulez aller rejoindre les 4 millions de chômeurs?». Le climat de suspicion permanente rend la tension électrique et entrave le bon travail des salarié-e-s. La peur entretenue dissuade les employés de se réunir en commission d'entreprise et de faire appel à un syndicat.

VENI, VIDI, VER.DI

Né en 2001, le syndicat Ver.Di a osé le grand écart et réunit sous un même toit 2,6 millions d'adhérent-e-s issu-e-s des branches des services, des industries connexes des médias, de la culture et de l'éducation. La traduction en anglais et bientôt en français du *Livre noir* procède d'une volonté d'information destinée aux employés et aux consommateurs. Aujourd'hui quand l'internaute frappe le mot «Lidl» sur son clavier, les critiques incisives du *Livre noir* tutoient la publicité pour la dernière table murale pliante Lidl au prix si désespérément bas. Désormais, les client-e-s de Lidl ne pourront plus prétendre qu'ils ne savaient pas.

Jean Tschopp

TÉMOIGNAGES WAL-MARTIENS

Les conditions de travail à Wal-Mart s'apparentent à de l'esclavage des temps modernes. Quant aux droits syndicaux, ils n'existent tout simplement pas. Malgré des pressions énormes sur les salariées, 65% des employés sont des femmes, quelques-unes dénoncent ouvertement les pratiques détestables du plus grand employeur du monde. Tombée malade en octobre 1999, Rosetta Brown de Cicero dans l'Illinois s'est vue démunie de toute assurance car Wal-Mart «a ignoré mes factures et mes souffrances». Diane Muthig d'Oneonta dans l'Etat de New York a été licenciée «un jour avant de pouvoir toucher un bonus de 700\$ pour cause d'ancienneté». D'autres comme Ken Stanhope, Brad Jones et Larry Allen ont payé leur engagement en faveur du respect de droits syndicaux minimaux par le licenciement. Stanhope par exemple a été conduit par la police en dehors du magasin dans lequel il a travaillé pendant plusieurs années.

En matière d'égalité, la compagnie se distingue également par des discriminations criantes. Ainsi, lors du dépôt d'une plainte contre Wal-Mart fin 2004, les plaignantes ont fait valoir que les quelques 1,6 millions de femmes qui travaillent pour la boîte gagnent entre 5% et 15% de moins que leurs collègues mâles. Le récit le plus poignant sur les conditions de travail des salariées a été livré par une des principales journalistes américaines, Barbara Ehrenreich. Se faisant passer pour une employée, elle revient sur la surveillance permanente de son travail et le harcèlement psychologique constant dont font l'objet les employé-e-s de l'entreprise. Le début de la formation des salariées commence par une vidéo sur l'histoire et la «philosophie» de l'employeur. Ainsi, apprend-t-elle, c'est le «respect pour l'individu» qui fonde la politique du groupe, qui explique aussi que Wal-Mart c'est un peu une grande famille et que de ce fait, personne n'a besoin d'un syndicat.

Philipp Müller

Pour plus d'informations:

http://www.ufcw.org/issues_and_actions/walmart_workers_campaign_info/worker_testimony/index.cfm

Barbara Ehrenreich, *L'Amérique pauvre: comment ne pas survivre en travaillant*, Paris: Grasset, 2004.

DOSSIER: GRANDE DISTRIBUTION: LES EMPLOYÉES PASSENT À LA CAISSE

De sombres présages

L'arrivée en Suisse des deux géants allemands du commerce de détail s'inscrit dans un panorama déjà lourd pour les travailleurs et travailleuses de ce secteur.

Le secteur de la grande distribution est une parfaite représentation de la dite «société de consommation» de masse, tant par ses tenants que ses aboutissants. Et la situation en Suisse ne déroge pas à ce tableau.

De nos jours, consommer ne relève plus du choix mais d'un mode de vie. Lorsque l'on se penche, même superficiellement, sur la clientèle d'un magasin comme Coop par exemple, pas besoin d'un doctorat en mœurs de civilisation pour s'apercevoir que le cadre fait la queue à la caisse derrière le manœuvre qui lui-même attend que l'instituteur ait fini de régler sa facture et encaisse ses «Superpoints Coop». Avec la grande distribution, la lutte des classes en prend pour son grade, les grandes chaînes de commerce de détail ayant réussi à travers un certain nombre de pratiques et en quelques années à imposer un modèle uniforme de type de consommation à toutes les couches sociales. La question n'est donc plus de savoir qui consomme ou pas mais ce que l'on consomme. Je consomme, donc je suis, et je suis ce que je consomme: classe moyenne-inférieure si on achète du dentifrice M-Budget, petite bourgeoise si on a des pâtes parfumées à la truffe de chez Globus. Voilà le topo.

Publicité à outrance, bas prix, des kilomètres d'étalages de produits, des productions en série, les patates à côté des conserves pour chats, des cartes de fidélité... Tout est mis en œuvre pour imposer sa marque et accaparer le plus de clients possible.

Dans ce contexte idéal pour s'adonner à des joutes capitalistes, les Cadors de la grande distribution se livrent une concurrence sans merci pour se payer la plus grosse partie d'un juteux gâteau.

DE LA QUALITÉ AU «MEILLEUR MARCHÉ»

Parler du commerce de détail en Suisse revient à évoquer une industrie qui pèse pas loin de 10% des emplois nationaux (320'000 en tout, dont deux tiers de femmes); des emplois souvent précaires, mal rémunérés et aux conditions de travail instables. C'est que la guerre des prix a un prix justement, et ce prix pèse de tout son poids ou presque sur les épaules des employé-e-s du secteur, qui subissent de plein fouet les nouvelles habitudes de consommation qui ont fleuri ces dernières années, à savoir «le plus possible pour le moins cher possible».

En Suisse, la concurrence que se livrent les deux «monstres» que sont Migros et

Coop depuis des décennies illustre caricaturalement le marché du commerce de détail. Cette lutte acharnée, ainsi que l'arrivée, dans les années 90, des *discounters* tels que Aligro ou Magro, a quasiment à elle seule contribué à sonner le glas de nombre de petits commerces de détail. Une augmentation de la productivité juxtaposée à une réduction au strict minimum des frais de main d'œuvre, et le tour est joué. Le tournant opéré il y a 2 à 3 ans vers une stratégie clairement «bas prix» aux dépens de la qualité du produit et du service, systématiquement réalisée sur le dos des salarié-e-s n'a fait que creuser le fossé abyssal entre les grandes firmes et leurs concurrents mineurs, c'est-à-dire aussi bien les indépendants que les plus petits groupes. Pour n'en citer que deux, Vis-à-vis et Primo ont connu un déclin spectaculaire en l'espace de quelques années, incapables de supporter la pression sur les coûts imposée par leurs homologues gigantesques, sans oublier les fermetures partielles ou les rachats d'entreprises comme Oviess, Spengler, Usego, EPA...

En tout, le nombre de chômeurs dans le commerce de détail atteignait 14'000 personnes à la fin de l'année 2004.

LE CHOC DES TITANS

Que laisse alors présager, dans ce climat, l'arrivée prochaine des deux «hard discounters» allemands Aldi et Lidl sur la scène du commerce de détail helvétique? Rien de très réjouissant, c'est sûr. Comme leur sobriquet l'indique, ces deux géants sont «durs» sur les prix, et «cassent» tout ce qu'ils peuvent casser. A commencer par leurs rivaux et surtout leurs employé-e-s... Ces deux groupes ont pour *leitmotiv* de ne consacrer que 4 à 5 % du chiffre d'affaires aux frais de main-d'œuvre et ne paient pas les heures de rangement

ni de déplacement, comme le dénonce le syndicat Ver.di en Allemagne. Ces deux seuls points suffisent, à la lumière de ce qui précède, à nourrir les plus vives inquiétudes quant à l'évolution à court terme de la situation de milliers d'employé-e-s du secteur. Même s'il peut paraître illusoire de compter sur un sursaut éthique de la part des consommateurs, il est important de dénoncer les conditions de travail et les salaires scandaleux dans ce domaine, (cf. entretien p.10). Le modèle de consommation «à bas prix» instauré, défendu et entré dans les mœurs sous l'impulsion des grands groupes, à larges coups de publicité et autres cartes de fidélité, se porte trop bien. Essayer de convaincre un ouvrier qui gagne 3500.- par mois qu'il est dans son intérêt de payer deux fois plus cher ses courgettes au marché nécessiterait une campagne d'information importante et à large échelle.

Et au niveau des concurrents, ce ne sont pas forcément Migros, Coop ou Denner qui seront le plus menacés par l'implantation de Lidl et Aldi mais une fois encore les plus petits commerces, là où les frais relatifs à la main-d'œuvre atteignent au moins 20%. De là, on peut évaluer qu'un emploi chez Aldi ou Lidl remplacera donc l'équivalent de trois emplois préexistants. Pas de doute, en ce début de 21^e siècle la grande distribution s'impose définitivement comme l'un des acteurs principaux d'un capitalisme acharné et sans vergogne. Seules les victimes, elles, ne changent pas.

Maurizio Colella

Pour plus d'informations:
Andreas Rieger: Arbeitnehmende zahlen einen hohen Preis, in «Das Discount Phänomen – Eine 360-Grad-Betrachtung», 2005, Verlag NZZ.



DOSSIER: GRANDE DISTRIBUTION: LES EMPLOYÉES PASSENT À LA CAISSE

Des impacts lourds en périphérie

Par Benoît Biéler, géographe.

Aldi à Bussigny, Lidl bientôt dans l'Ouest lausannois. Les discounters allemands prennent d'assaut la couronne urbaine. Si cette déferlante de supermarchés à prix cassés inquiète les commerçants et fait craindre pour les conditions de travail de la branche, elle n'annonce aucune révolution dans la structure commerciale de l'agglomération : leur stratégie d'implantation se rapproche de celle des autres grands distributeurs. Le site idéal se trouve à proximité des axes routiers importants et à distance des quartiers d'habitation, afin de profiter de terrains relativement bon marché et aisément constructibles (zones industrielles, pas de recours de voisin, etc.)

UN CONSTAT SÈVÈRE

L'implantation périphérique induit un grand nombre d'at-

teintes que les collectivités publiques ne peuvent ignorer et dont les consommateurs devraient avoir conscience. L'étalement urbain et le mitage du paysage en sont deux exemples. Mais l'impact le plus problématique est le trafic automobile induit par ces commerces. L'Ouest lausannois n'est jamais autant congestionné que le samedi matin ! Et cela participe de la vague de pollution de l'air dont Lausanne a fait les frais cet hiver.

Malheureusement, aucune solution ne se dessine dans un avenir proche. Les grands centres commerciaux n'étant construits que sur des nœuds routiers et à grande distance des quartiers d'habitation, il est illusoire d'espérer les rendre accessibles en transports publics et encore moins à pied ou à vélo !

Pour certains, il est parfaitement légitime de se rendre en voi-

ture à IKEA lorsque l'on désire acheter une armoire – et ils auront probablement raison. Mais faut-il obligatoirement prendre son véhicule pour aller acheter un tournevis et des clous pour la réparer ? Car la concurrence entre commerces périphériques et centres urbains est en train de tourner à l'avantage des premiers, bien qu'ils restent pratiquement inaccessibles à une large part de la population (personnes sans voiture, enfants, personnes âgées, etc.)

DES RÉPONSES POSSIBLES

Afin de répondre à ces problèmes, il s'agirait dès à présent de séparer géographiquement ce qui est alimentaire de ce qui ne l'est pas. Les achats alimentaires fréquents peuvent se faire dans les échoppes de quartier. La marche et le vélo sont, pour ce genre de déplacements, très

concurrentiels et même les trajets en voiture sont réduits. Pour les gros achats de fin de semaine, les commerces alimentaires de périphérie restent une solution car le poids des achats peut contraindre à l'usage de la voiture.

Quant aux commerces non alimentaires, il faut absolument éviter qu'ils n'aillent se localiser loin des habitations et des transports en commun. En effet, les achats de type shopping (habits, cd's, livres, etc.) peuvent très bien se faire par les modes de transport doux. Mais il leur faut des flux importants. C'est pourquoi les situations centrales sont à favoriser. Si les centres urbains sont tout désignés, de nouvelles centralités périphériques bien desservies par les transports en commun ne sont pas non plus à exclure. La qualité de vie dans l'agglomération et la vitalité du centre ville sont à ce prix.

Importance d'un syndicat indépendant

Par Marie-France Perroud, Syndicat Unia.

Dans le domaine de la grande distribution, les grandes chaînes comme Migros ne négocient qu'avec des syndicats-maison. Les syndicats indépendants en Suisse sont depuis toujours confrontés à la «concurrence» de syndicats-maison ou commissions du personnel-internes à l'entreprise, suscités, favorisés et soutenus par les employeurs. Les avantages d'un syndicat externe sont a priori évidents. On peut en citer au moins trois : l'indépendance, la force matérielle et la vision globale.

Avec l'ère industrielle est né le syndicalisme moderne. La concentration du capital, son abstraction géographique et financière, les moyens de production de masse, la déstructuration des anciens modes de production artisanaux ont créé une nouvelle donne. Nous ne sommes plus dans la situation où, idéalement, le métier est à défendre au sein de corporations d'artisans. La

valeur du travail doit être négociée dans un marché où le rapport de force est terriblement favorable au capital.

SYNDICAT EXTÉRIEUR

L'indépendance : si un ouvrier négocie les conditions de travail dans l'entreprise où il est lui-même salarié, il subira des pressions de l'employeur, directes ou indirectes, sous forme de menaces ou de promesses visant ses moyens d'existence, son travail. D'où l'idée simple de rendre le négociateur indépendant de l'entreprise : celui qui négocie est maintenant salarié par les ouvriers même qu'il représente. C'est la pierre angulaire du syndicalisme indépendant, la clef de son efficacité, et la base de la cotisation syndicale...

Contrairement aux syndicats-maison, le syndicat indépendant n'est efficace que si son existence est soutenue collectivement. Cette contrainte matérielle est d'ailleurs à l'origine objective des concentrations

et fusions syndicales pour s'étendre à plusieurs entreprises, branches, voire secteurs. De cette contrainte naît aussi sa force : la puissance du syndicat ne dépend pas d'une seule entreprise, il est actif dans plusieurs autres, donc ses ressources sont relativement indépendantes de telle ou telle industrie. Même si pour une raison ou une autre (licenciements collectifs, fermeture de sites, etc.), il y a moins de salarié-e-s à même de cotiser dans une entreprise donnée, le travail syndical qui y est effectué n'est pas menacé immédiatement et peut se poursuivre.

La vision globale : agissant sur plusieurs entreprises ou secteurs en même temps, le syndicat indépendant est mieux à même de déceler les tendances lourdes à venir. C'est par exemple la capacité d'un syndicat généraliste d'anticiper qu'une généralisation du travail dominical dans une branche donnée aura des conséquences à terme pour tous les secteurs. Il peut ainsi convaincre un large front de salarié-e-s y compris

des personnes non immédiatement concernées par le combat contre la déréglementation des horaires de travail. La votation du 25 novembre 2005 en a été un exemple.

ECUEILS DU SYNDICALISME INDÉPENDANT

Les syndicalistes indépendant-e-s étant aujourd'hui salarié-e-s par le syndicat lui-même, le premier risque est de voir se créer une profession de syndicaliste (CFC à la clef !) en tant que telle, qui s'abstraie et finisse par créer une sorte de... *classe de l'encadrement ouvrier* défendant ses propres intérêts...

Deuxième risque : comment négocier face à des groupes transnationaux sans être un syndicat international ? comment négocier les salaires des vendeuses de Migros sans agir de même sur les conditions de production des textiles qui y sont vendus ? Le syndicalisme devra se construire demain de même indépendamment des frontières des Etats pour rester efficace.

DOSSIER: GRANDE DISTRIBUTION: LES EMPLOYÉES PASSENT À LA CAISSE

Quelles réponses syndicales face aux pressions des grands distributeurs?

Entretien avec Andreas Rieger, secrétaire central d'UNIA, responsable du secteur tertiaire.

Pages de gauche: Depuis l'annonce de l'arrivée de Lidl et Aldi, peut-on constater un durcissement des positions patronales dans le commerce de détail?

Andreas Rieger: Déjà depuis quelques années, on constate une vague de restructuration et de rationalisation dans la branche, avant l'arrivée des «hard discounters» allemands. La concurrence acharnée et l'introduction de nouvelles technologies de logistique pour la gestion des flux de marchandises a conduit à la disparition des «grands» comme ABM, EPA, USEGO et de centaines de petits détaillants, à des fusions et à une destruction de milliers de places de travail. La venue de Lidl et Aldi a certainement encore accéléré le phénomène. La «guerre des prix»

renforce la pression sur l'organisation des entreprises et sur les employés.

Avez-vous eu des contacts avec des syndicats allemands, comme Ver.di (syndicat du tertiaire), sur leurs expériences en Allemagne?

Nous avons rencontré les représentants de Ver.di pour nous informer et mieux connaître les comportements des «hard discounters». La campagne de Ver.di contre les pratiques de Lidl et Aldi était très nouvelle pour les syndicats allemands et s'inspirait directement des campagnes des syndicats américains, où l'action ne se limite pas uniquement à mobiliser le personnel, mais où il faut aussi faire un travail médiatique et auprès des consommateurs pour les sensibiliser sur les conditions de travail. La responsable allemande de la campagne de Ver.di est allée exprès aux Etats-Unis pour s'inspirer de ce type de mobilisation.

En Suisse, c'est moins nouveau; nous l'avons déjà fait avec la campagne contre le travail sur appel, et surtout lors de la campagne contre les salaires en dessous de 3'000 francs à partir de 1998.

Quel est taux de syndicalisation dans la branche du commerce de détail?

Historiquement, il a toujours été très bas. Déjà avant et après la Première Guerre mondiale, les patrons se sont opposés de manière virulente à l'implantation des syndicats chez les vendeuses. Aujourd'hui, le taux d'organisation est toujours très faible. Toutes organisations confondues, il atteint au maximum 8%, avec des taux plus élevés dans certaines grandes entreprises (Coop, Carrefour, Magro-Casino) ou chez certaines professions (employé-e-s des bouceries et des pharmacies).

Quelles sont les difficultés d'organiser les employé-e-s, dans une branche avec une main d'œuvre peu qualifiée et beaucoup de temps partiel?

Mis à part la forte proportion de temps partiel, ce ne sont pas les caractéristiques des emplois de la branche qui rendent le travail d'organisation particulièrement difficile. Le niveau de formation n'est pas le plus bas dans le secteur des services. Si le taux d'organisation est si bas, c'est dû au manque de travail syndical d'organisation dans la branche au cours des dernières décennies. Le commerce de détail est resté trop longtemps un «désert syndical».

Face à la pression sur les salaires et les conditions de travail, quelles sont les stratégies des syndicats?

Premièrement, il s'agit de faire un travail d'organisation et de recrutement du personnel, afin d'améliorer le rapport de forces avec les employeurs. Nous essayons de développer des stratégies d'implantation systématique, en mettant l'accent sur certaines grandes entreprises.

Le deuxième axe est d'augmenter le nombre de conventions collectives de travail. Il existe déjà plusieurs CCT régionales (notamment à Genève avec la convention cadre ou bientôt à Lausanne) ou d'entreprise (Coop, et autres). Il s'agit d'obtenir la conclusion de nouvelles CCT et de consolider celles déjà existantes. Dans l'état actuel des rapports de force, il n'est guère réaliste d'espérer à court terme l'introduction d'une CCT cadre sur le plan national.

Quels sont les objectifs prioritaires de UNIA?

Sur un plan général, notre objectif est d'obtenir une revalorisation du travail du commerce de détail. Il s'agit d'une

branche avec une forte proportion de bas salaires et une dévalorisation de la formation. L'objectif principal est d'améliorer les salaires et les conditions de travail, mais aussi sur un plan plus qualitatif d'améliorer le niveau de formation, les possibilités de formation continue ou de progression de carrière dans la branche.

De plus, il ne faut pas oublier qu'il y a une très forte majorité de femmes dans la branche, qui restent moins bien payées que les hommes. Sur le plan salarial, nous revendiquons une augmentation des salaires de 20% pour les femmes et 10% pour les hommes. Une étude du KOF (Konjunkturforschungsinstitut de l'EPF à Zurich) a montré qu'une telle augmentation serait économiquement tout à fait faisable, vu la très forte progression de la productivité du travail au cours de ces dernières années. Le chiffre d'affaires de la branche par employé-e a très fortement augmenté, alors que les salaires n'ont pas suivi.

Y-a-t-il des stratégies d'alliance avec d'autres acteurs, en particulier les associations de consommateurs, pour améliorer les conditions de travail et lutter contre l'argument de la baisse des prix?

Pour revaloriser le travail, nous avons organisé des actions auprès des clients à l'entrée des grands centres commerciaux pour les sensibiliser sur les bas salaires des vendeuses. L'accueil était très positif. Par exemple, lors d'organisation de stands devant des centres commerciaux, nous avons distribué des roses et des cartes aux clients, où il était marqué «Votre travail vaut mieux»; ensuite, les clients distribuaient les roses et les cartes aux vendeuses.

Propos recueillis par la rédaction



Israël: la pauvreté en arrière-plan

Derrière la question palestinienne qui monopolise l'attention des médias, les enjeux socio-économiques seront aussi déterminants lors des prochaines élections législatives.

Le rapport annuel sur la pauvreté, préparé par l'Institut national d'assurances sociales, a été rendu public récemment, et ses chiffres confirment une tendance lourde à la paupérisation d'une part importante de la société israélienne. Près d'un quart de la population (soit 1,6 million de personnes) vit sous le seuil de pauvreté, qui correspond à environ CHF 500.- par mois; un tiers des jeunes sont pauvres. Et cette tendance s'accroît: en une année, environ 100'000 personnes supplémentaires se sont retrouvées sous le seuil fatidique. Les groupes les plus touchés sont les personnes âgées, les immigrants, les ultra-orthodoxes, les arabes israéliens, et d'une manière générale les personnes avec un bas niveau de formation. Les ouvriers sont particulièrement atteints, car le travail ne protège plus de la précarité: plus de 40% des pauvres sont des *working poors*. Le taux de chômage est repassé au-dessus de 11%.

RÉFORMES NÉO-LIBÉRALES

En quatre années de gouvernement d'Ariel Sharon, le nombre de pauvres a augmenté de 45%. L'économie israélienne est en crise. Certes, les effets de la seconde Intifada, ainsi que la stagnation de la demande mondiale pour les produits technologiques jouent leur rôle dans cette situation. Mais elle est surtout due à la mise sous coupe néo-libérale du pays qu'a entreprise la droite israélienne.

Benjamin Netanyahu, actuel leader du *Likud*, le principal parti de droite, a été l'artisan de ces «réformes» en tant qu'ancien premier ministre, mais surtout comme ministre des finances de Sharon (jusqu'en août 2005): privatisations, réduction du taux marginal d'imposition pour les hauts revenus, réduction du secteur public et mesures anti-syndicales. Lorsqu'en 2003 le gouvernement s'est préoccupé pour la première

fois de la question de la pauvreté, la solution de «Bibi» a été: «remettre les pauvres au travail». Et pour cela, les dépenses sociales ont été dramatiquement réduites. Résultat: encore plus de pauvres et encore plus de chômeurs.

RÉACTIONS POLITIQUES

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la montée en puissance d'Amir Peretz au sein du parti travailliste. Ce dernier, alors dirigé par Shimon Peres, s'était singulièrement rapproché de son partenaire Sharon dans la coalition gouvernementale. Dirigeant de la centrale syndicale *Histadrut*, Peretz a fortement ancré à gauche son discours et a mis en avant les préoccupations sociales et économiques des classes défavorisées, contre une certaine élite historique du parti travailliste, prête à plus de concessions avec la droite.

La création en novembre dernier du nouveau parti *Kadima*, formé par Ariel Sharon et des transfuges «centristes» du *Likud* (comme Ehud Olmert, l'actuel premier ministre par intérim) et du parti travailliste (comme Shimon Peres), correspond à une prise de distance d'une partie de la droite vis-à-vis du jusqu'au-boutisme du *Likud* en matière de revendications territoriales. Mais en l'état, cela constitue le seul point connu du programme d'un parti dont la popularité tient essentiellement à celle de son chef. Son orientation économique consiste en la poursuite des «réformes». Quant au *Likud*, après la défection de Sharon, il s'est regroupé et radicalisé autour de Netanyahu réaffirmant sa défense d'un «grand Israël» et ses orientations économiques néo-libérales.

RECENTRAGE ÉLECTORAL

L'approche des élections législatives du 28 mars, couplée à l'émergence forte de *Kadima* dans les sondages, a poussé le parti travailliste d'Amir Peretz à recentrer

son discours. Les premières déclarations du ministre de l'économie pressenti en cas de victoire de la gauche, Avishay Braverman, annoncent la couleur: plus question de remettre en cause les réformes économiques de Netanyahu. Il s'agira au mieux de les adapter.

Seule la gauche socialiste et pacifiste du *Meretz-Yachad*, par la voix de son leader Yossi Beilin, semble encore tenir un discours alternatif en affirmant que «le *Likud*, *Kadima*, et le parti travailliste sont également respon-

sables. Tout ces partis versent des larmes de crocodiles, mais voici des années qu'ils gouvernent dans une coalition qui a enrichi les nantis et délaissé les faibles».

Quoiqu'il en soit, la pauvreté, et d'une manière générale la situation socio-économique, risque fort de disparaître de la campagne électorale, reléguée à l'arrière-plan par les habituelles surenchères sécuritaires. Il n'est pas sûr que la paix dans la région en sorte gagnante.

Romain Felli

ÉLECTIONS PALESTINIENNES

Il est, certes, difficile de se réjouir de la victoire du *Hamas* aux élections palestiniennes du 25 janvier dernier. Ce mouvement, avec une composante terroriste, a inscrit dans sa charte la destruction d'Israël ainsi que l'instauration de la *charia* dans des territoires palestiniens encore assez libéraux sur le plan des mœurs. Mais, il est également difficile de cautionner les cris d'orfraie que poussent Georges Bush et une partie de la classe politique européenne devant des résultats, certes problématiques, mais d'abord démocratiques.

Car fondamentalement, les Palestiniens ont moins voté en faveur du *Hamas* pour sa politique étrangère ou ses orientations intégristes, que pour s'opposer à la corruption rampante du «parti-Etat», le *Fatah* et sa gestion catastrophique. Le *Hamas* a également récolté les fruits d'un profond travail social (écoles, aide sociale,...) qu'il mène là où le maigre appareil étatique palestinien n'a rien à proposer. C'est donc d'abord à des enjeux sociaux qu'est dû ce résultat.

La participation du *Hamas* au gouvernement le contraindra probablement à abandonner une partie de sa rhétorique et l'obligera à des compromis. Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner toute vigilance vis-à-vis de dérives possibles, mais que la disqualification par avance des vainqueurs des élections correspond à une conception étrange de la démocratie. Ce sont avec les représentants élus des Palestiniens que devra composer la communauté internationale. Une paix juste et durable passe donc par une double reconnaissance: celle d'Israël par le *Hamas* et celle du futur gouvernement palestinien par Israël.

RF

Un esprit sain dans des comptes sains?

Le Parlement sera prochainement saisi d'une demande de crédit supplémentaire pour assurer la sécurité pendant les championnats d'Europe de football, en 2008. Récit des délibérations, lors de la séance de la commission parlementaire chargée d'analyser la proposition.

Le foot, ça se vit parfois sur un terrain, souvent sur un canapé, mais très rarement dans une commission du Conseil national. Et pourtant, tout arrive, si l'on sait se placer au bon endroit, au bon moment. Or il se trouve que la Suisse a la chance d'accueillir, en 2008, le championnat d'Europe de football et que c'est la commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) qui est chargée d'analyser le projet.

Du coup, nous fûmes récemment saisis de l'épineuse question du coût public d'Eurofoot 2008. Pour adoucir les mœurs, les cœurs et les porte-monnaies, il a été décidé que les parlementaires se réuniraient dans la mythique école de Macolin, haut lieu de formation de nos maîtres de gymnastique adorés.

Ce jour-là, la neige ensevelit les installations sportives sous un lit plus douillet que d'habitude, les sapins ploient sous la masse et du brouillard émergeant, tantôt un chevreuil effrayé par les phares du bus, tantôt un vigoureux sportif en short rouge.

Silence, concentration, respiration. Tout dans l'atmosphère nous invite à célébrer le sport; même cette odeur de chlore, de vestiaire surchauffé et de chausettes mouillées qui va accompagner nos délibérations.

Pour les conseillères ou conseillers nationaux qui auraient tendance à manifester quelques résistances à reconnaître les bienfaits de l'effort physique et des compétitions sportives, une rencontre était organisée, avec Werner Günthor, naguère champion

du lancer de poids, afin qu'il nous initie au... tir à l'arc. Quelle émotion! Werner Günthor, que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître, est resté fidèle à lui-même. Mêmes cheveux mi-longs permanents, même regard concentré sur la cible, même cuisarde austère qui ne cache rien ou presque de sa solide musculature. Intact, compact, taciturne. Devant cette masse tranquille, les conseillers nationaux n'ont pas tergiversé. Ils ont empoigné leur arc, tendu la corde, décoché leurs flèches. Pas étonnant qu'ensuite la même discipline ait présidé les délibérations budgétaires...

EUROPHORIE

Et justement, le conseiller fédéral Samuel Schmid avait bien besoin de faire appel à notre esprit

d'équipe national. Car le département se présentait devant la commission avec un crédit supplémentaire impressionnant. En 2002 alors que le projet du Conseil fédéral était devisé à 10 millions, dont 3,2 millions à la charge de la Confédération, il se monte aujourd'hui à 180 millions (72 millions tirés des finances fédérales). Inutile d'être le gardien des deniers publics pour s'interroger sur cette augmentation record. Les réponses du Conseil fédéral sont pour le moins lacunaires. Citons le message: «en raison de l'euphorie générale qui régnait autour de la candidature en 2002, leur véritable dimension (les conséquences financières, ndlr), n'a pas été prise suffisamment en considération par toutes les parties concernées.» Euphorie? Il faut avoir fumé le gazon du Letzigrund pour imaginer une seconde que l'organisation d'un championnat d'Europe de football coûterait 3,2 millions au pays organisateur.

Aux côtés de Schmid, le responsable pour l'UEFA d'Eurofoot 2008. Ce dernier sait manifestement tempérer son enthousiasme quand il s'agit de parler argent. Et on peut sans autre imaginer que les négociations à l'OMC sont une sympathique partie de plaisir en comparaison de celles qu'il aurait fallu, dès le départ, engager avec les cadres de l'UEFA.

Quelques explications fumeuses plus tard, il était clair que les dés étaient jetés et la marge de manœuvre de la commission quasi inexistante. Tout juste a-t-on pu exprimer l'exigence d'un contrôle parlementaire sur les comptes de l'association suisse de football et a-t-on pu inviter Eurofoot SA, la société anonyme qui gère le championnat, à se soumettre au contrôle d'experts indépendants.

Pour le reste, ne bouillons pas notre plaisir. Vive le sport, vive le foot et gardons les bières au frais...

POURQUOI LES OUVRIERS ET OUVRIÈRES VOTENT-ILS POUR L'UDC?

C'est à cette épineuse question, récurrente pour la gauche, que Line Rennwald, par ailleurs membre du Comité directeur de la Jeunesse socialiste suisse, a tenté de répondre dans son mémoire de licence en sciences politiques, réalisé sous la direction du politologue genevois Pascal Sciarini et récemment publié.

Après avoir défini le monde ouvrier et le national-populisme, l'auteure pose l'hypothèse suivante: le vote des ouvriers et ouvrières ne repose plus sur leur conscience de classe (le prolétariat vote à la gauche, la classe bourgeoise à droite) mais sur le fait qu'ils se sentent «perdants» économiquement ou culturellement dans le processus de mondialisation. L'UDC les séduit ainsi par son discours populiste et xénophobe. Pour masquer ses objectifs néolibéraux, elle stigmatise les «profiteurs» qui galvaudent le système de protection sociale des «bons» Suisses.

L'auteure vérifie son hypothèse par une analyse quantitative basée sur les résultats des élections fédérales 2003 et par une démarche qualitative basée sur quatre entretiens qu'elle a menés avec des sympathisant-e-s UDC neuchâtelois. Les statistiques montrent que les perdant-e-s, ouvrier-e-s comme paysan-ne-s et indépendant-e-s, votent davantage pour l'UDC, tandis que le PS attire surtout les «spécialistes socioculturels» qui font partie des gagnant-e-s, grâce notamment à son discours de plus en plus axé sur les valeurs dites «postmatérialistes» (environnement, égalité, etc.).

La lecture des entretiens, livrés en annexe, est instructive et croustillante. Grosso modo, il y a les deux «aliéné-e-s» (l'ouvrière et l'ouvrier qualifiés qui veulent devenir des bourgeois) déçus par la droite classique, l'ex-abstentionniste jaloux parce qu'il pense que les étrangers-ères s'en sortent mieux, et le moins bien loti, un déçu de la gauche. «On va vers une société à deux vitesses», affirme ce dernier. Yvan Perrin? «Il a la tête d'un nazi.» On se demande presque comment il a pu voter UDC... «Je voulais faire un changement radical (...).»

Cyril Mizrahi

A lire : Line Rennwald, Le vote ouvrier pour les partis nationaux-populistes. Le cas de l'UDC en Suisse et dans le canton de Neuchâtel, Courrendlin, Editions Communication jurassienne et européenne, 2005, 123 p.

Géraldine Savary

Attaques en règle contre l'Aide sociale

Retour sur les coupes dans l'Aide sociale opérées par le Conseil d'Etat, à majorité rose-verte, dans le canton de Neuchâtel.

«Donne un poisson à un homme, il mangera aujourd'hui. Apprends-lui à pêcher, il mangera toute sa vie.» Lorsqu'un Conseiller d'Etat radical cite Mao (*Le Temps*, 15.12.05) pour justifier un régime minceur imposé à l'aide sociale neuchâteloise par un gouvernement à majorité rose-verte, l'observateur avisé a de quoi être perplexe. Sa perplexité ne peut que s'accroître lorsque ce même gouvernement justifie ces coupes en appelant à une plus grande «responsabilisation individuelle» alors que le Parti socialiste neuchâtelois rappelle dans son programme que «nous ne devons pas nous laisser abuser par le discours souvent pseudo-scientifique de ceux qui opposent la responsabilité individuelle à la responsabilité sociale.»

LA GAUCHE, PARANGON DE L'ORTHODOXIE FINANCIÈRE?

Les tortueuses justifications gouvernementales de ces mesures montrent le malaise qu'a une majorité de gauche à jouer les parangons de l'orthodoxie financière.

Ainsi, la baisse de 8% du montant de base de l'aide sociale a

été présentée comme un alignement aux normes inter-cantoniales proposées par la Conférence Suisse des Institutions d'Aide Sociale (CSIAS). Ce que ne précise pas le Conseil d'Etat, c'est que la CSIAS proposait une fourchette et que Neuchâtel a choisi la norme la plus sévère. Même stratégie au sujet de la population visée par ces mesures: les jeunes sont en ligne de mire mais, en contre-partie, les familles seraient épargnées. Si le Département de la Santé et des Affaires Sociales peut prétendre cela, c'est qu'il choisit ses exemples. Une famille peu nombreuse y gagnera effectivement très légèrement mais une famille nombreuse, la catégorie la plus précaire, sera lourdement pénalisée. Autres personnes, autres exemples: François Dubois, directeur du Centre Social Protestant neuchâtelois cite le cas «d'une famille qui perdra 1200 francs par mois dès janvier» (*L'Impartial*, 15.12.05)...

LE RÔLE DE L'AIDE SOCIALE

Par ces mesures, le gouvernement espère rendre à l'Aide sociale son caractère provisoire. Tous les services sociaux qui se sont insurgés contre elles ne défendent

pas le contraire. Mais François Dubois, rappelle que «si l'aide sociale est utilisée à long terme, c'est qu'on détériore les assurances sociales existantes: coupes dans le budget de l'Assurance Invalidité, dans l'Assurance chômage, etc.» Nous savions la droite persuadée depuis longtemps que si les pauvres étaient pauvres, c'est qu'ils l'avaient bien cherché, mais que la gauche se trompe à ce point quant aux remèdes à apporter à l'explosion du budget de l'aide sociale, c'est inquiétant.

Il est aussi inquiétant d'entendre une majorité de gauche prétendre qu'il est normal de demander à toute la population de faire un effort similaire. M. Dubois rappelle «qu'il n'est pas du tout comparable de diminuer de 5% les ressources de quelqu'un d'aisé et de quelqu'un en situation précaire».

Et malgré la «gêne» ressentie par Fernand Cuche au sujet de certaines mesures (*Le Temps*, 16.01.06), le gouvernement vient d'entériner sa politique inique envers les petits revenus en diminuant de 5% l'aide aux requérant-e-s d'asile et en supprimant l'assurance maternité cantonale qui était plus généreuse que la mouture fédérale pour... les femmes en situation précaire. Puisqu'il est de bon ton de citer Mao au Conseil d'Etat, celui-ci ferait mieux de s'inspirer de cette phrase-ci du Grand Timonier: «La vérité doit s'inspirer de la pratique. C'est par la pratique que l'on conçoit la vérité.»

DES VALEURS QUI NE COMPTENT PLUS

Cette manière d'agir de la part de la majorité rose-verte neuchâteloise frise de très près la franchise malhonnêteté.

Il est vrai que le modèle européen de social-démocratie s'est éloigné des valeurs fondatrices du socialisme, comme ici la solidarité et le rôle que doit jouer l'Etat. Les Blair ou les Schröder ne sont que deux illustres exemples d'une politique de composition avec les idéaux bourgeois et néolibéraux, quand ils n'appliquent pas des politiques encore plus à droite que leurs «adversaires». Le cas de Neuchâtel s'inscrit dans leur sillage.

Que les élus neuchâtelois se demandent pourquoi le peuple leur a accordé sa confiance: si on élit un gouvernement de gauche après des décennies de règne sans partage de la droite dans ce canton, cela signifie une volonté claire de rupture avec le passé et les valeurs des partis bourgeois.

Cela peut sembler banal, mais on en est là! La droite use les électeurs et ceux-ci réagissent en obtenant un (apparent) changement. Qui peut citer situation plus idéale au développement d'une vraie politique de gauche, capable de montrer la force des idéaux socialistes? Mais niet. Peu importe que de tels actes soient une «tendance» toujours plus diffuse à gauche. Il reste quand même un fort sentiment d'amertume et de colère.

Julien Wicki & Maurizio Colella

INITIATIVE «ÉNERGIE - EAU: NOTRE AFFAIRE - RESPECT DE LA VOLONTÉ POPULAIRE»

Afin de prévenir les tentatives de libéralisation, une initiative cantonale demandant le monopole public en matière d'approvisionnement et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (voir No 28) a abouti en mai 2005. Malgré l'avis du Conseil d'Etat concluant à sa recevabilité, le Grand Conseil a scindé l'initiative en trois volets: l'eau et l'électricité seront soumises au vote populaire séparément, et le volet «gaz» est déclaré irrecevable.

Outré par cette décision, le comité d'initiative aurait pu recourir au Tribunal fédéral, avec de bonnes chances de gagner. Il y a cependant renoncé. En effet, alors que le volet «Eau» n'est pas contesté, rappelons que des lois sur l'électricité sont prêtes à aboutir aux Chambres fédérales. L'urgence de cette problématique est incompatible avec l'effet suspensif d'un recours au TF. En l'état, ces lois ouvriraient l'approvisionnement et la distribution de l'électricité aux forces du marché au détriment d'un service public de qualité, et elles feront probablement l'objet d'un référendum. Si, comme dans le cas de la Loi sur le Marché de l'Electricité (LME), le peuple repousse à nouveau ces lois, le *no man's land* juridique actuel implique l'instauration rapide du monopole public voulu par l'initiative. Autrement dit, cette dernière doit être soumise au vote du peuple sans délai.

Eric Peytremann

THE SUNNY SIDE OF THE ROAD



Attac sur le service public

Point besoin de rappeler à un lectorat de gauche l'enjeu central que représente la soumission des services publics aux lois capitalistes. Après une bonne quinzaine d'années de contre-réformes, un bilan intermédiaire s'imposait. C'est ce défi qu'a relevé la section suisse d'*Attac*

dans un petit livre paru il y a quelques semaines.

PRIVATISATION TRICÉPHALE

Divisé en trois parties, l'ouvrage insiste tout d'abord sur le contexte général dans lequel s'inscrivent les attaques en règle contre le service public. Première-

ment, il apparaît impossible de se pencher sur l'évolution en Suisse sans tenir compte de la dimension mondiale des logiques en cours. En second lieu, apport conceptuel intéressant du livre, il convient de gommer les distinctions artificielles établies entre «libéralisation» et «privatisation». Dans cette perspective, on peut aujourd'hui distinguer trois formes différentes de privatisations. D'une part, la vente d'entreprises (par exemple des banques, des usines de sidérurgie etc.) contrôlées par l'Etat. D'autre part, la «privatisation de tâches publiques» ou «libéralisation» dans le domaine des infrastructures signifiant le passage en mains privées de la production de biens fondamentaux (communication, transport, énergie) et des entreprises qui les fournissaient auparavant. Enfin, la «privatisation de l'Etat», à savoir l'externalisation de fonctions régaliennes telles que la police, l'armée etc.

recherche ainsi que la santé. Insistant à la fois sur l'impact de la «privatisation des tâches publiques» en terme de qualité des services fournis, de volume d'emplois et de conditions de travail, plusieurs auteurs en viennent également à la responsabilité des syndicats et de certains dirigeants socialistes. La critique et les états des lieux attristants sont chaque fois suivis de quelques considérations relatives aux années à venir. Quelle perspective de gauche en matière de service public? Telle est la devise de ces conclusions. Toutes les contributions se rejoignent sur un point: il est indispensable d'inverser les logiques en cours sur la base d'une mobilisation accrue en faveur d'un service public plus démocratique, plus écologique aussi et surtout plus fort. Le livre d'*Attac*, dont une traduction en français serait très souhaitable, fournit des références utiles à cet égard. Pour comprendre d'où on vient et où on devrait aller.

BERLUSCONI: DES CAMÉRAS DANS LA FIGURE

Silvio Berlusconi, non content de contrôler à la fois les trois chaînes de télévision privées les plus importantes d'Italie et les services publics de radio et télévision (en tant que président du Conseil), a commencé à s'attaquer à la diversité des programmes contenus dans ceux-ci. En fait, depuis son entrée au pouvoir en 2001, il a tout bonnement remercié environ 100 journalistes ou humoristes employés dans les chaînes de la Radio-Télévision italienne (RAI), et éliminé ainsi toute forme de contre-pouvoir qu'il considérerait comminatoire.

Concernée par l'affaire: Sabina Guzzanti, journaliste, actrice, humoriste et cinéaste. Sur demande de la RAI3, elle lance en 2003 une émission satirique intitulée *Raiot*, dans laquelle elle imite le Premier ministre italien. Un peu méchant, mais surtout très drôle, le programme est censuré puis déprogrammé peu de temps après, alors qu'il concurrençait les parts de marché du football...

C'est alors qu'elle décide de faire de ce véritable scandale un film documentaire, actuellement sur les écrans romands: «¡Viva Zapatero!» (titre expliqué par la décision du président espagnol de supprimer la loi permettant au chef d'État de nommer les dirigeants des principaux médias). Guzzanti, survoltée, passe une bonne partie du film à l'écran, à s'entretenir avec les parlementaires italiens (de gauche et de droite) ayant voté la suppression de l'émission. Mais, au-delà des querelles appartenant à *Raiot*, elle donne la parole à d'autres protagonistes – humoristes, artistes, journalistes – qui chacun à leur manière sont solidaires du combat de la documentariste, et donnent à l'argument du film une portée bien plus générale, bien plus inquiétante, bien plus révoltante. Le documentaire de Guzzanti se fait ainsi le porte-parole des voix oubliées ou interdites du contre-pouvoir en Italie.

À l'approche des élections, ce film arrive à point nommé. Il sera suivi le 24 mars, deux semaines avant le scrutin, par le dernier opus de Nanni Moretti «Il Caimano», portrait critique – fictionnel cette fois – du «Cavaliere». Espérons que ce sera suffisant pour zapper définitivement Berlusconi.

Mathias Schaer

FAIRE LE POINT

Dans un second temps, *Attac* fait le point sur les développements intervenus dans cinq secteurs clefs: la poste et les télécoms, le transport public, l'électricité, la formation et la

Philipp Müller

Attac Schweiz (éditeur), Service Public. Perspektiven jenseits der Privatisierung, Zürich: Rotpunktverlag, 2005.

TÉLÉRÉALITÉ



Ta sécurité bonhomme, c'est mon business

Les élections communales vaudaises approchant, ça bouillonne gentiment dans le canton. Dans sa capitale, les partis de droite ont imposé sans peine leur thème favori – la sécurité – avec un truc *high tech* clinquant: quadriller l'espace public avec des caméras de surveillance. Comme d'autres l'ont fait en Europe et que des villes suisses se tâtent, la droite lausannoise veut faire du «copier-coller» et télé-surveiller, elle aussi, les gens du coin. Dans leur intérêt, bien sûr.

Au rang des partisans de ces caméras, la radicale Doris Cohen-Dumani, actuelle municipale de la Police et en course à nouveau pour l'exécutif du lieu. A ses côtés, quoi qu'un brin effacé, son mari Marcel, la cheville-ouvrière de la coalition de la droite nommée *LausannEnsemble*. Cette même coalition qui, depuis janvier, veut faire pousser des caméras de surveillance à chaque coin de rue de Lausanne, un peu comme des champignons après la pluie.

Le hasard faisant bien les choses, il se trouve que le mari de la dame est un pro de

la sécurité, surtout vidéo. D'abord avec *GSTS Telesurveillance*, puis dès 2002 avec *IVS Integrated Video Solutions*. Celle-ci, dont il est l'administrateur, a comme but la «diffusion, création, vente, commercialisation et location de système de protection, notamment de vidéo et télé-surveillance» (extrait du Registre du Commerce). Mieux, il est aussi, semble-t-il, le répondant lausannois d'une société appelée aussi *IVS*, mais pour *Intervox Video Systèmes*. Cette dernière, sise à Paris, est l'une des filiales du groupe *Intervox* qui emploie plus de 150 personnes en France et compte 800'000 terminaux de sécurité éparpillés à travers l'Europe. Une grosse bête en somme.

Personne ne songe une seule seconde que la Ville de Lausanne achètera un jour des caméras de surveillance chez *Intervox*. Ce serait un procès d'intention, bien peu courtois. Par contre, on s'étonne que la droite locale déploie un «catalogue de mesures concrètes» en forme de liste de commission.

La rédaction

NDLR

Racisme helvétique

Enfin l'UDC est dans son rôle quand, par la voix de son porte-parole, Roman Jäggi, elle affirme qu'il n'y a pas de racisme en Suisse. Pas plus qu'ailleurs en tout cas. Et que de toute manière c'est le comble que ce soit un Sénégalais qui vienne nous faire la leçon sur ce qu'est le racisme. Ils y connaissent quoi, d'abord, les Sénégalais, au racisme? M. Jäggi n'était pas très subtil, mais il faut le comprendre: ça le fait souffrir que la Suisse soit un pays membre de l'ONU et donc soumise à la visite de son rapporteur spécial, Doudou Diène, diplomate de haut vol. Alors il se lâche.

Il y en a d'autres qui se lâchent et c'est plus ennuyeux quand c'est dans un des organes de presse les plus diffusés de Suisse romande, *Le Matin dimanche* (15.01.06). Un monsieur Gilles Martin, «chef d'édition», fait vibrer sous sa plume acérée les plus beaux relents colonialistes et son style «petit nègre», et là, c'est *Tintin au Congo*: «Doudou Diène est venu faire une balade en Suisse [...] Doudou Diène a rencontré plein de gens [...] Il a visité plein d'endroits [...] Il a même vu des affiches de l'UDC». Le titre subtil de cette chronique? «Doudou en Helvétie». On est prié de se pointer dans les chaumières.

Mais Gilles Martin a surtout un message à faire passer à Doudou Diène: «j'aurais aimé lui dire [...] que les Suisses ne sont sans doute pas plus racistes que les autres.» S'il lit *Le Matin dimanche*, Doudou Diène verra qu'ils ne le sont sans doute pas moins non plus...

En tout cas, le rapporteur spécial de l'ONU cause bien des troubles à notre sympathique chroniqueur dominical. C'est que pour lui, la menace est ailleurs: ne parlons pas de racisme, ça produit des racistes! Pire encore, cela donne «du grain à moudre aux éditeurs et aux politiciens de gauche». Et ça, c'est vraiment grave.

EN BREF

Mini-prix, maxi-cynisme

Quand le ciel est gris et l'horizon bouché, quel plaisir de voir fleurir sur nos murs la nouvelle campagne pétaradante de la Migros pour ses produits M-budget.

Lisons attentivement les slogans coup de poing des affiches. «Pour ceux qui n'ont pas de treizième salaire» ou «pour ceux dont les heures supplémentaires ne sont pas payées», la Migros propose une gamme de produits bon marché. En réalité, le géant orange vient de découvrir un segment économique jusqu'ici négligé: les pauvres, les opprimés, les mal-payés. Sa nouvelle devise marketing: exploitons le marché des exploités. C'est vrai que sur ce thème, la Migros en connaît un rayon et que comme employeur, elle est bien placée pour savoir que ces nouveaux clients se recrutent en bonne partie dans son personnel. Mieux vaut une bonne boisson énergisante que le soutien d'un syndicat, avec qui elle refuse aujourd'hui de négocier... La morale publicitaire est donc claire: travailleurs, cessez de revendiquer des conditions de travail décentes, de vouloir vous faire payer correctement, ou de vous syndiquer. Grâce à la Migros, vous pourrez noyer votre chagrin à moindre prix.

GS

EN BREF

Du bon usage du débat

La Haute Ecole Pédagogique Vaudoise est au canton de Vaud ce que la Constitution Européenne a été à la France: un psychodrame... D'autant plus que sur l'école, tout le monde y va de son opinion, généralement bien meilleure que celle de son voisin.

Madame Lyon, l'actuelle ministre de la formation, a compris que le sujet était brûlant. Fine tacticienne, elle a trouvé la panacée: des Assises! Imaginez: un vaste débat démocratique permettant à la société civile comme aux politiques d'y aller de son petit commentaire.

Il y a quelques jours a eu lieu ce magnifique modèle de démocratie participative, partagé en une première partie de «mise à niveau» (comprenez de «mise sur la même longueur d'onde que le département») et une seconde partie de tables rondes. De ces dernières, gavées d'un nombre invraisemblable d'intervenants et expédiées en deux heures sur une journée qui en a duré neuf, n'est étonnamment sorti qu'un vaste capharnaüm. Devant ce «manque de consensus», le département a fait d'une pierre deux coups: il a réalisé une magnifique opération de com' et peut maintenant sortir de sa mallette son projet qui deviendra «fédérateur»... Ouf, merci gentil département de nous sauver des tortueux méandres de la démocratie!

JW

Romain Felli

Emile Zola

«Il acheva d'expliquer le mécanisme du grand commerce moderne. [...] Au sommet, apparut l'exploitation de la femme. Tout y aboutissait, le capital sans cesse renouvelé, le système de l'entassement des marchandises, le bon marché qui attire, la marque en chiffres connus qui tranquillise.»

Au bonheur des dames, 1883

Emile Zola (1840-1902), écrivain français et militant républicain.

Inspirateur du «naturalisme», il fait entrer

le peuple en littérature. Ses romans visent

à décrire la réalité sociale de son époque,

qui est celle de l'exploitation capitaliste,

de la prostitution (Nana, 1880), des révoltes

ouvrières (Germinal, 1885), de l'argent tout-puissant

(L'argent, 1981), ou de l'avènement des grands magasins (Au bonheur des dames, 1883) et du chemin de fer (La bête humaine, 1890).

Engagé à gauche très tôt, il acquiert une stature nationale en prenant la défense du capitaine Dreyfus par la publication de son célèbre article «J'accuse...» en 1898.

Condamné, contraint à l'exil, puis de retour en France, il décède dans des circonstances obscures, probablement assassiné par ses ennemis politiques. Une foule populaire immense suivra son enterrement scandant le cri de «Justice!».



AGENDA

Jusqu'au 31 mars

Quelles réponses au «Cauchemar de Darwin»? Agriculture locale et commerce équitable – Cycle de 3 x 3 conférences publiques.

2^e cycle: 14 février, Lausanne – 16 février 2006, Genève – 23 février, Neuchâtel.

3^e cycle: 16 mars, Neuchâtel – 28 mars, Lausanne – 31 mars, Genève. 18h30 – Lausanne, Casino de Montbenon – Genève, Maison des associations – Neuchâtel, Musée d'histoire naturelle.

www.larevuedurable.com

18 et 19 février

Assemblée annuelle de la Jeunesse Socialiste Suisse. 16h00, Altes Tramdepot, Berne.

23 février

Congrès du Parti socialiste fribourgeois.

2 mars

Café politique.

20h00, 1^{er} étage du restaurant Le Milan, Lausanne.

4 mars

Assemblée des Délégué-e-s du Parti Socialiste Suisse. 13h00, Näfels, Glaris.

11 mars

Congrès du Parti socialiste genevois.

09h30, Salle du Faubourg, Genève.

12 mars

Elections communales vaudoises.

12 et 13 mars

Conférence annuelle et concerts de la jeunesse Unia. Brigue.

Du 12 au 19 mars

20^e Festival International du Film de Fribourg. Fribourg, Bulle, Düdingen.

www.fiff.ch

18 mars

Congrès du Parti socialiste vaudois.

14h00, Salle Communale, route de Lausanne 37, Renens.

18 mars

«Out now!, trois ans après, il est grand temps qu'ils s'en aillent» – Manifestation pour le retrait immédiat des troupes d'occupation en Irak et en Palestine.

Genève.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

La caisse de A à Z...

Petit manuel de la caissière idéale, extrait de Boillet, Eugénie, Chroniques caissières, Editions d'en bas, 2004

F comme se Fondre dans le paysage

Soyez discrètes, civilisées, sages et appliquées. C'est aussi pour cela que l'on travaille assises, on laisse le loisir au client de nous voir ou pas. Parfois il ne faut pas le déranger, là vous devez comprendre et vous effacez.

(...)

I comme Il ne faut pas pendant le travail

Fumer, manger, boire, mâcher du chewing-gum, discuter, se retourner, se lever, lire, écrire, faire du bruit, écouter sa propre musique, rire par excès, enlever ses chaussures ou ses chaussettes quand vous avez trop chaud (ça ne se fait pas en présence de la nourriture et du client), s'occuper de vos ongles, ne pas sourire, mettre du vernis, se remaquiller, se coiffer, téléphoner, avoir de l'argent sur soi, acheter quelque chose, faire passer la famille et les amis à sa caisse, se mettre un article de

côté, oublier de demander la carte Gobi, rendre faux au client, répondre à la provocation, faire des erreurs en tipant.

(...)

Q comme Qualité de service

Prenez une vitesse agréable pour le client mais pas trop lente et pas trop vite quand même. Souriez avec politesse et veillez bien à ce que le client reparte avec la meilleure marchandise de qualité, l'image de Gobi repose là-dessus.

(...)

V comme Vous avez la carte Gobi?

Il faut la demander à chaque client sans exception, même à ceux qui ne l'ont pas parce qu'ils l'ont peut-être prise entre temps. C'est aussi important que le sourire, c'est encore une marque de fabrication du magasin.

(...)